

Ce devoir d'information vaut pour les transports visés à l'article 9, § 1^{er}, 2°, a) et 3°, ainsi que pour le transport protégé de catégorie 3 et 4.

La communication visée au premier alinéa, a lieu au plus tard à 18 heures le jour précédent le jour où chaque trajet est effectué.

La demande pour l'exécution de l'escorte de police, lors du transport protégé de catégorie 3, s'effectue auprès de la police fédérale et a lieu le troisième jour précédent le jour où chaque trajet est effectué.

Lorsque, pour un transport protégé ayant fait l'objet d'une communication, se produit un événement qui peut entraîner un écart de temps d'au moins trente minutes sur le dernier planning communiqué, l'entreprise de gardiennage ou le service interne de gardiennage en informe sans délais la police fédérale. »

Art. 20. A l'article 19, du même arrêté, la disposition du § 3 est supprimée.

Art. 21. A l'article 20, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 5, 2°, les mots « - type A » sont supprimés;
- 2° aux § 6, 2°, les mots « - type A » sont supprimés;
- 3° la disposition du § 7, est remplacée comme suit :

« § 7. Les véhicules pour le transport protégé visé à l'article 11, sont munis :

- 1° de l'équipement de base à l'exception de l'exigence prévue au § 1^{er}, 4°;
- 2° une cabine de chauffeur pourvue d'une construction blindée. »

Art. 22. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 février 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

Deze meldingsplicht geldt voor de transporten, bedoeld in artikel 9, § 1, 2°, a), en 3°, en het beveiligd vervoer categorieën 3 en 4.

De melding, bedoeld in het eerste lid, geschiedt uiterlijk om 18 uur de dag voor de dag waarop elke rit wordt uitgevoerd.

De aanvraag voor de uitoefening van politiebegeleiding bij het beveiligd vervoer categorie 3 geschiedt bij de federale politie en gebeurt de derde dag voor de dag waarop elke rit wordt uitgevoerd.

Ingeval er zich bij het gemelde beveiligd transport een gebeurtenis voordoet die een tijdsafwijking kan opleveren van minstens dertig minuten ten opzichte van de laatst gemelde planning, meldt de bewakingsonderneming of de interne bewakingsdienst dit zonder verwijl aan de federale politie. »

Art. 20. In artikel 19, van hetzelfde besluit wordt de bepaling in § 3 opgeheven.

Art. 21. In artikel 20, van hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 5, 2°, worden de woorden « - type A » opgeheven.
- 2° in § 6, 2°, worden de woorden « - type A » opgeheven.
- 3° de bepaling in § 7 wordt vervangen als volgt :

« § 7. De voertuigen voor het beveiligd vervoer, bedoeld in artikel 11, zijn voorzien van :

- 1° de basisuitrusting met uitzondering van de vereiste, bedoeld in § 1, 4°;
- 2° een bestuurderscabine voorzien van een bepantserde constructie. »

Art. 22. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 februari 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2011 — 608

[C — 2011/09098]

3 FEVRIER 2011. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 relatif aux règles de fonctionnement des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe III

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent projet d'arrêté royal qui vous est présenté vise une meilleure protection du joueur concernant le jeu à des appareils de jeu autorisés dans les établissements de jeux de hasard de classe III.

Il est apparu que des joueurs mineurs jouent à ces appareils de jeu.

Un contrôle efficace peut être effectué en subordonnant la mise en marche de l'appareil de jeu à un contrôle de l'âge du joueur.

Le présent règlement n'implique pas un contrôle automatisé tel que visé à l'article 6, § 7, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. L'unique fondement juridique est l'article 43.4 de la loi sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs.

L'article 62 de la loi sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ne constitue pas, lui non plus, un fondement juridique pour le règlement introduit en vue de la

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2011 — 608

[C — 2011/09098]

3 FEBRUARI 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 betreffende de werking van de kansspelen waarvan de exploitatie is toegelaten in de kansspel-richtingen klasse III

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het huidige ontwerp van koninklijk besluit dat U wordt voorgelegd beoogt een betere bescherming van de speler inzake het spelen op speelapparaten toegelaten in een kansspelrichting klasse III.

Het is gebleken dat minderjarige spelers met deze speelapparaten spelen.

Een sluitende controle kan worden gerealiseerd door de inwerkingstelling van het speelapparaat afhankelijk te stellen van een controle van de leeftijd.

De voorliggende regeling houdt geen geautomatiseerde controle in zoals bedoeld in artikel 6, § 7, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen. De enige rechtsgrond is artikel 43.4 van de wet op de kansspelen, de kansspelrichtingen en de bescherming van de spelers.

Evenmin vormt artikel 62 van de wet op de kansspelen, de kansspelrichtingen en de bescherming van de spelers een rechtsgrond voor de ingevoerde regeling ter bescherming van de speler. Immers

protection du joueur. Aucune disposition n'est en effet prévue concernant l'accès aux établissements de jeux de hasard de classe III, mais bien concernant la mise en marche d'un appareil de jeu.

Le contrôle de l'âge se fait à l'aide de la carte d'identité électronique sans qu'il y ait une identification de la personne. Seule la date de naissance mentionnée sur la carte d'identité électronique est contrôlée. Les données personnelles contenues dans la puce de la carte d'identité électronique ne sont pas consultées.

De la même manière, il est contrôlé si l'intéressé se trouve en état de minorité prolongée.

La lecture de la carte d'identité électronique permet également de contrôler la nationalité en cas de problème concernant le statut personnel du joueur, comme l'a remarqué le Conseil d'Etat.

Le numéro de registre national n'étant à aucun moment utilisé pour identifier le joueur et aucune identification du joueur n'étant à aucun moment effectuée, l'avis du Comité sectoriel du Registre national n'a pas besoin d'être demandé.

L'avis du Conseil d'Etat recommandant de donner au joueur la possibilité de ne pas utiliser sa carte d'identité électronique s'il souhaite jouer sur un appareil de jeu dans un établissement de jeux de hasard de classe III, n'est pas suivi afin d'éviter d'ôter toute efficacité à une protection effective du joueur.

La personne peut choisir librement de jouer ou non sur un appareil de jeu dont l'exploitation est autorisée dans un établissement de jeux de hasard de classe III, mais dès lors qu'elle décide de jouer, le contrôle doit en principe être effectué sur la base de la carte d'identité électronique.

Pour les personnes qui ne disposent pas d'une carte d'identité électronique, il est toutefois envisageable d'autoriser l'exploitant de l'établissement de jeux de hasard de classe III à délivrer une carte de joueur s'il peut considérer qu'il s'agit d'un joueur majeur.

Commentaire article par article

L'article 1^{er} stipule que l'appareil équipé d'un lecteur de cartes d'identité électroniques est en principe mis en marche lorsque la carte d'identité électronique d'un joueur majeur est introduite.

L'exploitant peut délivrer une carte exploitant à une personne désireuse de jouer si celle-ci ne dispose pas d'une carte d'identité électronique et que l'exploitant a vérifié l'âge du joueur potentiel.

L'article 2 prévoit une introduction progressive de la nouvelle réglementation en équipant tout nouvel appareil d'un lecteur de cartes d'identité électroniques.

Est considéré comme un nouvel appareil, tout appareil agréé par la Commission des jeux de hasard après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Il est bien entendu permis d'équiper d'anciens appareils d'un lecteur de cartes d'identité électroniques.

Le règlement étant uniquement applicable aux nouveaux appareils approuvés par la Commission des jeux de hasard, aucun régime transitoire particulier n'est requis. A l'article 3, l'entrée en vigueur de l'arrêté est fixée au 1^{er} juillet 2011.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK
Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS
La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX
Le Ministre pour l'Entreprise,
V. VAN QUICKENBORNE
La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de la Justice,
C. DEVLIES

worden geen bepalingen voorzien betreffende de toegang tot de kansspelinrichting klasse III, maar wordt de inwerkingstelling van een speelapparaat geregeld.

De controle van de leeftijd gebeurt aan de hand van de elektronische identiteitskaart zonder dat een identificatie van de persoon gebeurt. Enkel de geboortedatum zoals deze op de elektronische identiteitskaart staat vermeld wordt gecontroleerd. De persoonlijke gegevens op de chip van de elektronische identiteitskaart worden niet geraadpleegd.

Op eenzelfde manier wordt nagegaan of de betrokkene zich in een staat van verlengde minderjarigheid bevindt.

Eveneens kan bij de lezing van de elektronische identiteitskaart de nationaliteit worden gecontroleerd als zich een probleem zou voordoen met het persoonlijk statuut van de speler, zoals opgemerkt door de Raad van State.

Doordat op geen enkel moment het Rijksregisternummer wordt gebruikt om een speler te identificeren, en op geen enkel moment een identificatie van een speler zal gebeuren, dient het advies van het sectoraal comité van het Rijksregister niet te worden gevraagd.

Het advies van de Raad van State om de speler de mogelijkheid te geven zijn elektronische identiteitskaart niet te gebruiken als hij op een speelapparaat in een kansspelinrichting klasse III wil spelen, wordt niet gevolgd, teneinde te vermijden elke slagkracht te ontnemen aan een effectieve bescherming van de speler.

Een persoon heeft de keuzemogelijkheid om te spelen op een speelapparaat waarvan de exploitatie is toegelaten in een kansspelinrichting klasse III, maar wanneer hij beslist te spelen, moet de controle principieel aan de hand van de elektronische identiteitskaart uitgevoerd.

Voor de personen die niet over een elektronische identiteitskaart beschikken, kan wel worden toegestaan dat de exploitant van de kansspelinrichting klasse III een spelerskaart aflevert wanneer hij kan aannemen dat het een meerderjarige speler betreft.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1 bepaalt dat een toestel uitgerust met een elektronische identiteitskaartlezer principieel in werking wordt gesteld wanneer een elektronische identiteitskaart van een meerderjarige speler wordt ingebracht.

De exploitant kan een uitbaterskaart geven aan een persoon die wilt spelen wanneer deze niet over een elektronische identiteitskaart beschikt en de cafébaas de leeftijd van de potentiële speler heeft geverifieerd.

Artikel 2 voorziet in een geleidelijke invoering van de nieuwe regeling door elk nieuw toestel uit te rusten met een elektronische identiteitskaartlezer.

Een nieuw toestel is elk toestel dat door de kansspelcommissie wordt goedgekeurd na de inwerkingtreding van dit besluit. Het is natuurlijk toegelaten oude toestellen met een elektronische-identiteitskaartlezer uit te rusten.

Doordat de regeling enkel geldt voor nieuwe toestellen die werden goedgekeurd door de Kansspelcommissie, is geen bijzondere overgangsregeling vereist. In artikel 3 wordt de inwerkingtreding van het besluit vastgesteld op 1 juli 2011.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Justitie
S. DE CLERCK
De Minister van Financiën
D. REYNDERS
De Minister van Volksgezondheid
Mevr. L. ONKELINX
De Minister voor Ondernemen,
V. VAN QUICKENBORNE
De Minister van Binnenlandse Zaken
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Justitie,
C. DEVLIES

3 FEVRIER 2011. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 relatif aux règles de fonctionnement des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe III

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, l'article 43.4;

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 2003 relatif aux règles de fonctionnement des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe III;

Vu la communication à la Commission européenne 2009/281/B, le 18 mai 2009, en application de l'article 8, paragraphe 1^{er}, de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

Vu l'avis de la Commission des jeux de hasard, donné le 7 janvier 2009;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 46/959/2, donné le 22 juillet 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis du Comité sectoriel du Registre national n° 01/2010, donné le 24 mars 2010;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de la Santé publique, de Notre Ministre des Entreprises publiques, de Notre Ministre pour l'Entreprise, de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de la Justice,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 relatif aux règles de fonctionnement des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe III, des nouveaux points 10° et 11° sont insérés comme suit :

« 10° l'appareil est muni d'un lecteur de cartes d'identité électroniques;

11° l'appareil ne peut être mis en marche que lorsqu'une carte d'identité électronique d'un joueur majeur est introduite.

Si le joueur ne dispose pas d'une carte d'identité électronique, l'exploitant peut mettre l'appareil en marche au moyen d'une carte exploitant après vérification de l'âge du joueur potentiel. »

Art. 2. Le présent arrêté n'est applicable qu'aux nouveaux appareils mis en service après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2011.

Art. 4. Le Ministre qui a la Justice dans ses attributions, le Ministre qui a les Finances dans ses attributions, la Ministre qui a les Entreprises publiques dans ses attributions, le Ministre qui a l'Entreprise dans ses attributions, la Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions et le Ministre qui a la Loterie Nationale dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 février 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

Le Ministre des Finances,

D. REYNDEERS

La Ministre de la Santé publique,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre pour l'Entreprise,

V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Intérieur,

Mme A. TURTELBOOM

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de la Justice,

C. DEVLIES

3 FEBRUARI 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 betreffende de werking van de kansspelen waarvan de exploitatie is toegelaten in de kansspel-inrichtingen klasse III

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, artikel 43.4;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 2003 betreffende de werking van de kansspelen waarvan de exploitatie is toegelaten in de kansspel-inrichtingen klasse III;

Gelet op mededeling 2009/281/B aan de Europese Commissie, op 18 mei 2009, met toepassing van artikel 8, paragraaf 1 van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieverordening op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op het advies van de Kansspelcommissie, gegeven op 7 januari 2009;

Gelet op advies 46.959/2 van de Raad van State, gegeven op 22 juli 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies 01/2010 van het Sectoriaal Comité van het Rijksregister, gegeven op 24 maart 2010;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Volksgezondheid, van Onze Minister van Overheidsbedrijven, van Onze Minister voor Ondernemen, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Justitie,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 betreffende de werking van de kansspelen waarvan de exploitatie is toegelaten in de kansspelinrichtingen klasse III, worden een nieuw punt 10° en 11° ingevoegd, luidende als volgt :

« 10° het toestel dient uitgerust te zijn met een elektronische identiteitskaartlezer;

11° het toestel kan enkel in werking worden gesteld wanneer een elektronische identiteitskaart van een meerderjarige speler wordt ingebracht.

Indien de speler niet over een elektronische identiteitskaart beschikt, kan de exploitant het toestel in werking stellen door middel van een uitbaterskaart na verificatie van de leeftijd van de potentiële speler. »

Art. 2. Dit besluit is slechts van toepassing op de nieuwe toestellen welke in gebruik worden genomen vanaf het tijdstip van inwerkingtreding van dit koninklijk besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2011.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Justitie, de Minister bevoegd voor Financiën, de Minister bevoegd voor Overheidsbedrijven, de Minister bevoegd voor Ondernemen, de Minister bevoegd voor Binnenlandse zaken en de Minister tot wiens bevoegdheid de Nationale Loterij behoort, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 februari 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie

S. DE CLERCK

De Minister van Financiën

D. REYNDEERS

De Minister van Volksgezondheid

Mevr. L. ONKELINX

De Minister voor Ondernemen,

V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Binnenlandse Zaken

Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Justitie,

C. DEVLIES